

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

COMITE GENERAL

RESTRICTED  
Com.Gen./SR.15  
14 juin 1949  
FRENCH  
ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE SEANCE

ENTRE LE COMITE GENERAL

ET LA DELEGATION D'ISRAEL

tenue à Lausanne le mardi  
14 juin 1949, à 15 heures 30

Présents :	M. Yenisey	(Turquie)	- Président
	M. de la Tour du Pin	(France)	
	M. Wilkins	(Etats-Unis)	
	M. Milner		- Secrétaire du Comité
	M. Elias Sasson	)	- Représentants
	M. Gershon Hirsch	)	d'Israël

-----

Rapatriement des propriétaires de plantations d'agrumes et de travailleurs pour ces plantations; déblocage des avoirs arabes (points 1 et 2 du memorandum arabe du 18 mai)

Le PRESIDENT fait remarquer qu'il existe un rapport étroit entre les deux premiers points de l'ordre du jour; il propose de les examiner en même temps.

Toutefois, avant de commencer cet examen, il désire, conformément à la tendance actuelle à faire ressortir l'importance des suggestions constructives et des "gestes" de conciliation, faire lui-même une telle suggestion constructive. A son avis, pour qu'une suggestion soit constructive, il faut qu'elle porte sur le fond de la question et ne concerne pas uniquement la forme et la procédure. Pour cette raison il ne peut considérer comme des suggestions constructives la première et la troisième propositions qu'a faites récemment à la Commission la délégation israélienne (se reporter au document SR/LM/20). Il estime qu'en envoyant un représentant de la Commission faire la tournée des capitales arabes, on manquerait gravement de tact. En ce qui concerne la formation d'un certain nombre de comités, il fait remarquer que la Commission n'est pas un tribunal;

en outre, même devant un tribunal, on ne peut obliger les parties à parler contre leur volonté. La délégation israélienne a exprimé l'opinion que l'on pourrait obtenir de l'autre partie qu'elle fasse des déclarations relatives aux frontières si l'on établissait un comité des frontières. Il fait cependant remarquer que les délégations arabes ont indiqué nettement leur refus de s'exprimer sur la question territoriale dans les circonstances présentes; la Commission n'ayant aucun pouvoir coercitif ne peut obliger l'une ou l'autre des parties à parler sur une question quelconque. Par conséquent la suggestion tendant à la création de comités ne paraît pas susceptible d'application. Pour être vraiment constructives, les suggestions doivent amener l'autre partie à revoir sa position et à consentir des concessions; on ne peut atteindre ce résultat que si la suggestion est faite dans un esprit d'amitié et de bonne volonté et avec le désir de faire disparaître les points sur lesquels les parties se trouvent encore divisées. C'est dans cet esprit que le Président désire aborder l'examen des deux premiers points de l'ordre du jour actuel.

La demande qui figure au premier point du memorandum arabe du 18 mai paraît naturelle au Président, et il lui semble qu'Israël, en l'accordant, en tirerait pour lui-même un avantage matériel. Il fait à nouveau ressortir que les plantations d'agrumes en question constituent une grande partie du capital national d'Israël; il serait contraire aux propres intérêts d'Israël de les laisser se détériorer jusqu'à une perte totale. En ce qui concerne le second point, il est bien connu que de nombreux Arabes qui possèdent de grandes fortunes sont à présent en danger de mourir de faim; le Gouvernement israélien pourrait aisément montrer sa bonne volonté et ses tendances humanitaires en permettant à ces Arabes de disposer d'une partie minimum des avoirs bloqués. Le Président considère que ces deux demandes constituent des suggestions constructives.

M. SASSON fait observer que c'est la fonction de la Commission que de déterminer si les propositions que font les délégations sont susceptibles ou non d'application. Il explique pourquoi il considère comme constructive la proposition de créer cinq comités. Dans la situation présente, sa délégation ne souhaite pas examiner séparément la question des réfugiés, tandis que les délégations arabes se refusent à l'examen de toute autre question. Le Comité Général ne peut sortir du point mort puisque,

conformément à son mandat général, elle est obligée de permettre la discussion de toute question et d'écouter toute proposition; il n'a aucun moyen d'empêcher les deux parties de continuer à s'exprimer en suivant des voies entièrement distinctes. L'établissement des cinq comités, chacun strictement borné à la considération d'une seule question, permettrait de gagner beaucoup de temps et d'empêcher que l'on fasse traîner une discussion avec lenteur, sur plusieurs semaines. Les délégations arabes seraient en état d'examiner la question des réfugiés dans le comité chargé de cette question, mais elles seraient moralement tenues de discuter la question territoriale au sein du comité des frontières. Si elles refusaient de le faire, la Commission serait alors à même de tirer une conclusion nette de ce refus et d'établir la responsabilité du retard ou de l'échec des négociations.

M. Sasson fait remarquer qu'il faut considérer en deux parties le premier point de l'ordre du jour : tout d'abord, les soins d'urgence dont ont besoin les plantations et en second lieu le retour des propriétaires et des travailleurs, techniciens, etc., nécessaires. En ce qui concerne la question des soins à donner aux plantations, il insiste sur le fait que les 200.000 dunums à présent plantés en agrumes forment une partie intégrante de l'économie d'Israël. Il est possible que le plan économique du gouvernement demande la réduction de la superficie des terres qui sont cultivées en agrumes; il se peut que l'on considère comme nécessaire de consacrer à une autre production agricole ou à l'industrie une superficie pouvant égaler la moitié des 200.000 dunums. C'est la raison pour laquelle sa délégation n'a pas encore fourni de réponse à cette question. Cette dernière est fondamentale et a des rapports étroits avec les plans économiques et agricoles d'Israël et fait encore l'objet d'une étude très complète. Il fait remarquer que le terrain à convertir pourrait à présent être la propriété soit d'Arabes soit de Juifs; Israël escomptera naturellement que son plan soit accepté par ses citoyens sur la base de l'indemnité de compensation ordinaire que comporte l'expropriation. Si l'on acquiert de cette façon des terrains appartenant à des réfugiés, naturellement l'indemnité concernera aussi les réfugiés intéressés.

Sur la question du retour des réfugiés ayant des rapports avec les plantations, M. Sasson déclare que le retour des propriétaires est une question de principe sur laquelle il sera difficile de se déterminer. En ce qui concerne les travailleurs et

techniciens il fait observer qu'Israël ne manque pas de ces travailleurs et de ces techniciens, soit arabes soit juifs; il y a déjà du chômage en Israël et le Gouvernement doit tout d'abord trouver du travail pour les réfugiés qui se trouvent à l'intérieur de ses frontières avant d'accepter d'autres réfugiés. En faisant cette demande générale, les délégations arabes ont décidé de ne pas tenir compte de la vie et des problèmes économiques de l'Etat d'Israël. Toutefois, on pourrait traiter cette question plus à fond par l'établissement d'un comité des réfugiés. M. Sasson rappelle que son Gouvernement a déjà fait une proposition concrète sur cette question et s'est engagé à accepter un grand nombre de réfugiés dans la région de Gaza et à s'en considérer comme responsable.

Quant à la question des avoirs bloqués, M. Sasson demande des éclaircissements sur ce que l'on a demandé. Il ne voit pas bien si la demande actuelle vise l'emploi d'une certaine partie des avoirs bloqués pour faire face aux frais d'entretien des plantations, ou si elle vise la distribution individuelle de fonds privés à leurs propriétaires.

Le PRESIDENT fait observer que la formation de comités relève de la compétence de la Commission. Il désire toutefois savoir quelles possibilités de succès rencontreraient ces comités si la délégation israélienne elle-même admettait, comme elle vient de le faire, que son principe général est d'examiner la question des réfugiés seulement dans le cadre du problème d'ensemble.

Quant au plan de relèvement économique d'Israël, il demande si cet Etat, dans l'attente d'une décision relative aux terres qui seront converties, donnera des assurances que l'on prendra des mesures pour la préservation des plantations.

En ce qui concerne les comptes bloqués, il a été dit à la Commission que la Banque ottomane à Londres, et certaines banques en Israël, ont la permission d'effectuer certaines versements. Le Président ne désire pas entrer dans la question des avances possibles pour faire face à l'entretien des plantations; il s'agit de libérer pour les remettre aux indigents qui se trouvent parmi les réfugiés une certaine partie des fonds privés qui leur appartiennent, afin de les secourir immédiatement. C'est un fait bien connu que les organisations internationales d'assistance n'ont pas assez de fonds pour faire face à la situation.

M. HIRSCH se déclare d'accord avec le Président pour admettre que la proposition d'établir des comités soulève une question fondamentale relative à la méthode à suivre pour le travail et relève par conséquent de la compétence de la Commission et des chefs des délégations. Il souhaite toutefois que l'on note que si de tels comités sont créés, la délégation israélienne sera disposée à examiner à fond le problème des réfugiés au sein du comité chargé de cette question. Il insiste sur le fait que jamais sa délégation n'a montré de mauvaise volonté à examiner ce point; elle l'a déjà fait d'une façon assez poussée; elle n'est simplement pas disposée à accepter le retour effectif des réfugiés tant que l'on ne connaîtra pas la position à l'égard d'un règlement général de paix.

M. Hirsch fait observer que le memorandum arabe en neuf points fait encore l'objet d'un examen dans un esprit sympathique de la part du Gouvernement israélien. Pour le premier point, le Gouvernement continue à être d'avis qu'il ne peut y avoir de rapatriement des réfugiés si ce n'est en tant que mesure prévue par le règlement de paix; la délégation israélienne est tenue de garder cette position tant qu'elle n'aura pas reçu de nouvelles instructions. Toutefois le Gouvernement est en train d'examiner la possibilité de faire cultiver par des Arabes et même par des réfugiés, qui se trouvent à présent en Israël, les plantations qu'Israël a l'intention de voir cultiver et qui ne se trouvent pas en ce moment en culture. Si l'on adopte un tel plan d'action, on aura réussi à préserver les plantations sans qu'il soit nécessaire de rapatrier les réfugiés en ce moment.

Quant aux assurances que demande le Président, M. Hirsch fait observer qu'aux termes de la Loi sur les propriétaires absents il existe un administrateur-séquestre qui a pour fonction de prendre soin des biens abandonnés. Un certain pourcentage des plantations qui appartiennent à des réfugiés arabes fait l'objet d'une culture à l'heure actuelle et est en bon état; le produit de la vente des récoltes est retenu dans l'intérêt des propriétaires. Une autre partie des plantations en particulier dans la région Lydda - Ramleh, a subi des dommages considérables par suite des hostilités et est maintenant presque détruite; le Gouvernement israélien ne peut assumer aucune responsabilité morale dans ce cas. Il existe une troisième partie des plantations que l'on pourrait rendre à nouveau productive, si ce n'est que l'on manque de main-d'oeuvre.

En ce qui concerne le problème des comptes bloqués, M. Hirsch attire l'attention sur les difficultés qui découlent des règlements israéliens sur la monnaie qui limitent strictement l'exportation de fonds par les citoyens israéliens. Ces règlements font qu'il est difficile au Gouvernement de permettre que l'on retire des fonds appartenant à des Arabes, à destination des Etats arabes. Pour cette raison il veut savoir si la demande actuelle vise à faire effectuer des paiements individuels à des déposants individuels ou à obtenir le déblocage d'une somme globale en vue d'une distribution d'ensemble. Il suggère que l'on pourrait trouver une solution du problème dans l'emploi de certains des avoirs bloqués par les organismes internationaux d'assistance, à l'intérieur d'Israël, ce qui libérerait d'autres fonds de ces organismes que l'on pourrait employer pour aider les réfugiés à l'extérieur d'Israël.

Le PRESIDENT se déclare intéressé par la suggestion de M. Hirsch et demande si elle peut être considérée comme proposition officielle et mise par écrit aux fins de transmission aux délégations arabes.

M. HIRSCH répond que, puisque son Gouvernement n'a pas terminé l'étude de cette question, il ne saurait dire si l'on peut ou non rendre cette proposition officielle; toutefois, il consultera sur cette question le chef de sa délégation.

En réponse à une question de M. Wilkins, qui demande combien la Croix-Rouge internationale dépense en ce moment pour les secours à l'intérieur d'Israël et quel est le montant total des comptes arabes bloqués, M. Hirsch déclare qu'il s'efforcera d'obtenir des chiffres pour l'information du Comité.

M. de la TOUR DU PIN admet qu'Israël a le droit de convertir à d'autres fins les terres sur lesquelles on cultive à présent des agrumes, mais il désire attirer l'attention sur les conséquences que peut entraîner pour Israël un tel changement d'une économie libre à une économie planifiée. Le Comité ne souhaite nullement se mêler des affaires intérieures d'Israël, mais il convient de faire remarquer qu'une politique de cette nature pourrait amener des répercussions politiques puisque les Etats arabes pourraient aisément l'interpréter comme une mesure systématiquement dirigée contre la population arabe. Une telle idéologie économique pourrait être extrêmement défavorable à l'établissement de la paix dans le Moyen-Orient.

Se référant à la préservation des plantations contre la détérioration, M. de la Tour du Pin fait remarquer que les délégations arabes ont fait cette suggestion dans le but non seulement d'amener le rapatriement des réfugiés, mais aussi de permettre à Israël de tirer avantage des services de travailleurs qui seraient utiles à son économie. Bien qu'Israël ait saisi l'aspect économique et technique de la question, l'aspect politique - le geste possible de conciliation - sera négligé si l'on préserve les plantations sans rapatrier de réfugiés.

Sur le sujet des comptes bloqués, il comprend les difficultés que l'on rencontre vis-à-vis de l'opinion publique israélienne et il considère la suggestion de M. Hirsch comme très intéressante. Néanmoins il se demande si l'on ne pourrait trouver le moyen de permettre à la Banque Barclay ou à la Banque ottomane de faire de petits paiements mensuels aux déposants sans qu'il y ait exportation de capital ou sans qu'il en découle de graves conséquences du point de vue financier. Il convient aussi d'étudier une méthode qui permette aux réfugiés arabes de disposer de leurs avoirs bloqués pour acquitter leurs dettes ou pour effectuer des versements à leurs parents ou amis en Israël. Une telle mesure, même de peu d'ampleur, serait un geste important de bonne volonté qui aiderait beaucoup la Commission dans son oeuvre de conciliation.

M. SASSON répond par l'affirmative à une question du Président qui demande si les Arabes qui se trouvent à présent en Israël ont le libre usage de leurs avoirs en banque.

En réponse à M. de la Tour du Pin, M. Sasson déclare que l'on prendra les suggestions faites en considération, bien qu'il y ait peu de différence pratique entre l'exportation de capitaux et l'emploi de crédits nationaux dans des pays étrangers.

De l'avis de M. Sasson, les demandes impératives continues des délégations arabes et le fait qu'elles ne sont pas disposées à régler les problèmes dans le cadre d'une paix générale indiquent clairement qu'elles n'ont aucune hâte d'arriver à un tel règlement définitif.

Répondant à M. Sasson, M. de la TOUR DU PIN fait observer que la question des mesures préliminaires urgentes pour la sauvegarde des droits et des biens des réfugiés est une question qui a été soulevée tout d'abord non par les délégations arabes, mais par la Commission elle-même dans son memorandum du 11 avril au Gouvernement d'Israël.

En réponse à M. Hirsch qui désire savoir, pour son Gouvernement, si la demande vise des versements individuels de fonds prélevés sur les comptes bloqués ou la libération unique d'une grosse somme globale, le PRESIDENT déclare que l'on souhaite que les réfugiés puissent individuellement utiliser leurs avoirs personnels, dans certaines limites, pour leurs besoins immédiats. Le Comité pourrait établir une liste des personnes intéressées que l'on pourrait comparer avec les statistiques du Gouvernement israélien.

Paragraphe 3, memorandum arabe du 21 mai et réponse de la délégation israélienne (documents AR/11 et IS/20)

Le PRESIDENT rappelle que la délégation israélienne s'est plainte de n'avoir reçu aucune proposition des délégations arabes. Il fait toutefois remarquer qu'au paragraphe 3 du memorandum du 21 mai les Arabes ont demandé le rapatriement des réfugiés dans les régions qui auraient fait partie de l'Etat arabe indépendant d'après le plan de partage. Cette demande indique une acceptation, par les Etats arabes, du plan de partage et constitue effectivement une proposition; de fait, les délégations arabes la considèrent comme telle.

M. SASSON pense qu'il a été manifeste que les délégations arabes acceptent le plan de partage lorsqu'elles ont signé le Procès-verbal du 12 mai. Toutefois il fait sienne la réponse de M. Eytan au memorandum arabe. Les délégations arabes, ou bien ne tiennent absolument aucun compte des propositions israéliennes, ou refusent de les examiner et, par la suite, font des propositions contradictoires à celles qu'a présentées Israël. Cet état a fait des propositions sur les frontières avec le Liban, l'Egypte et le Royaume hachémite de Jordanie, qui sont différentes des limites du partage et supposent qu'Israël retiendra des territoires tels que la Galilée, Lydda, Ramleh et Jaffa. Ces propositions constituent en fait une nette réponse au memorandum arabe du 21 mai.

Le Président ayant rappelé que les délégations arabes ont repoussé les propositions relatives aux frontières parce qu'elles estiment que ces propositions violent le Procès-verbal, M. Sasson déclare qu'à son avis les difficultés, et le blocage des négociations qui en est résulté, proviennent d'interprétations différentes du Procès-verbal. Israël a considéré que le Procès-verbal permet à l'une ou l'autre des parties, tout en prenant comme point de départ la carte du partage, de faire des propositions



s'écartant des indications de cette carte; par contre, les délégations arabes l'interprètent manifestement comme impliquant une stricte acceptation des lignes mêmes du partage. Il fait remarquer que cette erreur ne peut s'attribuer qu'au fait que la Commission n'a jamais informé les délégations arabes de la réserve qu'a formulée la délégation israélienne au moment de la signature du Procès-verbal, réserve que la Commission a acceptée.

En réponse au Président qui se demande pourquoi, dans ce cas, la délégation israélienne a accepté la carte du partage comme base de discussion, M. Sasson rappelle qu'au début des conversations la délégation israélienne a suggéré que l'on prenne comme base de négociations un projet de "Préambule" d'un règlement de paix qu'elle a présenté. La Commission, pour des raisons qui lui sont propres, n'a pas trouvé ce document satisfaisant et a pris l'initiative de proposer une autre base. Après ces discussions privées, la délégation israélienne s'est déclarée d'accord, afin d'avancer les travaux, pour accepter cette base sous la réserve mentionnée. Elle ne peut donc accepter d'être tenue responsable du choix du document qui a servi de base aux négociations.

M. HIRSCH ajoute que, du fait de cette réserve, par laquelle sa délégation a indiqué nettement qu'elle ne pourrait jamais accepter les limites du partage comme frontières d'Israël, cet Etat ne peut admettre que ses propositions territoriales violent le Procès-verbal. Les délégations arabes ne peuvent avoir émis une telle prétention que par ignorance de la réserve israélienne. Quant au paragraphe qui fait l'objet du présent examen, Israël ne peut répondre qu'en attirant l'attention sur les propres propositions d'ordre territorial qu'il a présentées auparavant et qui constituent en fait une réponse. Le représentant s'accorde à penser avec le Président que le Comité se trouve en présence de deux propositions qui s'excluent l'une l'autre; et il considère que ce fait apporte un argument supplémentaire en faveur de la thèse des comités distincts pour traiter de la question des réfugiés et de la question territoriale.

-----